



COMMUNIQUE DE PRESSE

Taille des classes : moins d'élèves par classe pour améliorer la maîtrise de la langue et la réussite de tous

Dans le cadre de son « plan pour les valeurs de la République », la ministre a décidé d'engager un chantier prioritaire pour la maîtrise de la langue avec, comme principale mesure, la mise en place d'une nouvelle évaluation des élèves en début de CE2. Pour le SNUipp-FSU, cette seule mesure est loin de suffire et n'est pas à la hauteur des enjeux. Pour permettre la maîtrise du langage, passeport pour penser et comprendre le monde et apprendre à vivre ensemble, il faut d'abord et avant tout offrir un cadre propice aux apprentissages des élèves et améliorer les conditions d'enseignement.

A ce titre, il est temps de mettre sur la table la question de la taille des classes, facteur largement sous-estimé par les ministères successifs et ignoré dans le débat public.

Si aucune étude scientifique n'a, pour l'heure, établi de lien direct entre nouveaux rythmes scolaires et apprentissages – et ce, contrairement aux affirmations non étayées de la ministre – il en va différemment de la corrélation entre nombre d'élèves par classe et réussite scolaire.

De nombreuses études françaises et internationales (1), dont certaines sont rassemblées dans une note de la DEPP (2), livrent des conclusions éclairantes pour notre école : même si le lien reste complexe et lié aux pratiques pédagogiques, moins d'élèves par classe est égal à « plus de réussite ». Selon cette note, la réduction de la taille des classes a d'ailleurs plus d'effet dans le primaire et bénéficie davantage, dans l'ensemble, aux élèves issus d'un environnement social ou scolaire défavorisé, et notamment à ceux scolarisés en éducation prioritaire.

Le rapport publié la semaine dernière par l'OCDE indique qu'un grand nombre des pays ont intégré les résultats de ces études dans leur politique scolaire et ont engagé une baisse sensible des effectifs par classe au cours des quinze dernières années (Cf. annexe en pièce jointe). A contrario, la France reste un mauvais élève. Son école primaire se singularise par un nombre d'élèves par classe largement au-dessus de la moyenne des pays européens, notamment en maternelle. Le ministère lui-même estime à plus de 7 700 les classes dépassant 30 élèves et à plus de 90 000 celles dépassant 25 élèves (RERS 2014).

Notre école a vu plus de 30 000 postes supprimés dans le primaire entre 2007 et 2012. Depuis, elle a bénéficié de 8 912 créations dont 2 511 pour la rentrée prochaine, mais en accueillant dans le même temps plus de 100 000 élèves supplémentaires. Conséquence, le nombre d'élèves par classe ne baisse pas et notre école reste à la remorque des pays européens dans ce domaine. Un seul chiffre : Il faudrait créer 37 000 postes dans le primaire pour atteindre la moyenne des pays de l'UE en matière de taille de classe, 44 000 pour rejoindre le taux finlandais.

L'école primaire doit bénéficier des mêmes conditions de scolarisation qu'ailleurs en Europe pour favoriser la réussite scolaire et le vivre ensemble. Pour cela, dès l'école maternelle, il faut baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe. C'est une condition indispensable pour favoriser les interactions langagières avec les « petits parleurs », ces enfants qui ont besoin de stimulations pas toujours présentes à la maison. C'est aussi une condition pour diversifier les pratiques pédagogiques, se centrer davantage sur les apprentissages et donc moins sur la gestion du groupe, et assurer un meilleur suivi de la progression individuelle. En cela, cela constitue également une alternative au redoublement.

Même si l'école ne peut pas tout dans une société inégalitaire et fracturée, les événements tragiques des 7 et 9 janvier ont renforcé la nécessité pour elle de faire vivre au quotidien les valeurs de laïcité, de tolérance, et de respect. Les fortes mobilisations récentes dans l'éducation prioritaire ont rappelé l'urgence d'un plus et d'un mieux d'école dans un contexte marqué par une aggravation des inégalités dans notre pays. C'est pour cela qu'un investissement massif dans l'école primaire est absolument nécessaire. Cette exigence sera au cœur de l'appel à la grève lancé par la FSU le 3 février prochain.

Paris, le 27 janvier 2015